



La lettre

des élus communistes et apparentés
de Vénissieux - N° 67 - avril 2022

40%
d'abstention
aux minguettes
malgré la vague
anti-macron
et anti Lepen.
La crise politique
est profonde.



ÉDITO

Encore un deuxième tour droite contre extrême-droite !

Cette élection présidentielle est une terrible machine médiatique contre le monde populaire.

La logique du vote utile a tout concentré sur 3 candidats, mais dans un contexte où les idées de droite sont largement majoritaires. Résultat, pour la première fois en France, le total des voix de gauche est inférieur au total des voix d'extrême-droite. Alors que la colère contre Macron était profonde, la gauche représente 31,9% des voix seulement !

Il faut bien sûr barrer la route à Marine Le Pen, mais il faut prendre conscience de l'urgence à reconstruire un mouvement populaire capable de rassembler une majorité de citoyens. Cela concerne l'engagement politique, mais aussi syndical, associatif, pour la défense du droit au logement, à l'emploi, à un bon salaire, à une alimentation saine accessible à tous, à l'école, la santé et les services publics...

Les élus communistes sont disponibles pour accompagner celles et ceux qui veulent s'engager, dans des projets de la ville, comme dans des actions vers les entreprises, les droits, la paix et la solidarité internationale.

Et il faut reconstruire la gauche, en terminer avec cette longue période d'une gauche gouvernementale de renoncement dont notre peuple a tiré un bilan terrible.

Il faut réinventer une gauche populaire et d'action, qui se construise en lien avec le mouvement social, sur le terrain pour que les élections ne soient plus une machine médiatique, mais un immense écho aux luttes devenues majoritaires !

Pierre-Alain MILLET - Adjoint au Maire

UKRAINE

Au regard de l'actualité internationale, j'ai souhaité permettre aux différents groupes politiques de s'exprimer en ouverture du conseil municipal du 4 avril 2022.

La condamnation de l'invasion de l'Ukraine par le régime de Vladimir Poutine est unanime et sans équivoque possible. C'est un état souverain qui est agressé, des villes assiégées, voire rayées de la carte, et les populations civiles, prises pour cibles, vivent dans l'angoisse et la peur, sous le bruit des bombes et de l'artillerie de l'armée russe.

L'ONU estime à presque 6,5 millions le nombre de déplacés à l'intérieur du pays. Près de 4 millions d'Ukrainiens ont quitté leur pays, trouvant refuge dans les pays limitrophes. La Pologne accueille sur son sol plus de 2 millions de personnes, la Moldavie, pays le plus pauvre d'Europe, compte près de 400 000 réfugiés. Quelque 90 % de ceux qui ont fui l'Ukraine sont des femmes et des enfants. Selon l'Unicef, plus de 1,5 million d'enfants sont concernés.

Notre Ville a toujours œuvré pour la paix et refusé le fracas des armes, en Ukraine aujourd'hui comme en Syrie, lors de l'invasion de l'Irak, et partout dans le monde. Œuvrer pour un monde de paix, c'est aussi dénoncer les marchands d'armes et tous ceux qui s'enrichissent au prix du sang et des drames pour les civils. Ne hiérarchisons pas les conflits entre eux, ce serait être aveugle et stupide car toute guerre est par principe terrible, toute guerre est un cauchemar, pour les hommes, les femmes, les enfants, dont le quotidien bascule du jour au lendemain dans l'horreur, l'angoisse et l'effroi.

Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de « guerre propre », contrairement à la rhétorique militaire des années 90. De même pour l'accueil des réfugiés, la solidarité nationale ne doit pas être à géométrie variable. Souvenons-nous de l'exode de 1940 en France pour recevoir dignement et faire preuve de générosité à l'égard de populations meurtries, aujourd'hui en 2022. Notre pays et l'Union Européenne en ont les capacités. Un réfugié, quel que soit le conflit qu'il fuit, reste un être humain, un homme, une femme, un enfant, au destin brisé.

En matière de solidarité, je tiens à remercier les Vénissiens qui se sont mobilisés en nombre et avec force lors de la collecte de produits de première nécessité organisée en partenariat avec la Protection Civile du Rhône. Notre ville et ses habitants savent venir en aide aux populations, en France comme à l'étranger, lors d'une catastrophe naturelle comme lors d'un conflit, ou encore lorsque nous avons accueilli des migrants et réfugiés après le démantèlement de « la jungle de Calais ».

Vénissieux ne serait plus Vénissieux sans son sens aigu du partage, de l'entraide et de la solidarité. Ces valeurs nous définissent, aujourd'hui plus que jamais.

Michèle PICARD - Maire

» AGIR POUR LES VICTIMES DE TOUTES LES GUERRES

L'entrée des troupes russes en Ukraine a plongé des millions de personnes dans la guerre, étendant le conflit qui, depuis 2014, fait rage dans le Donbass.

Il y a quelques mois, un rapport du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés prévenait « *la communauté internationale ne parvient pas à préserver la paix* », soulignant que les déplacements forcés avaient doublé au cours de cette décennie. Début 2022, le nombre de personnes qui avaient été forcées de quitter leur foyer en raison de persécutions, de conflits et de violations des droits humains s'élevait à 79,5 millions.

Il faut rappeler l'infamie liste des guerres en cours sur la planète, le plus souvent oubliées. Nous connaissons tous la guerre d'Irak, d'Afghanistan, de Syrie ou de Libye, mais nous savons peu de choses sur les guerres d'Afrique, Soudan, Congo, Somalie, Yémen, Tigré...qui font pourtant chacune plus de 100 000 morts par an.

Les guerres sont toujours motivées par l'accès aux ressources, minerais, gaz, pétrole, eau.

Les communistes appellent à la renaissance d'un grand mouvement pour la paix, pour le désarmement, et notamment pour le désarmement nucléaire.

S'il est important d'affirmer notre opposition à la guerre, et d'organiser la solidarité avec les Ukrainiens, nous devons aussi agir pour l'accueil des réfugiés en France. Mais cette question n'est pas nouvelle car depuis des années, des réfugiés d'Afrique ou d'Orient cherchent asile ou refuge. La France a durci leurs conditions d'accueil laissant la grande majorité des migrants ou réfugiés dans le non-droit, des conditions d'accueil indignes, et des reconduites à la frontière traumatisantes.

Nous soutenons les 10 propositions de la CIMADE pour une Europe qui se fonde sur le respect des droits humains et les solidarités internationales, afin d'assurer la protection des personnes et non leur exclusion. La deuxième de ces propositions affirme l'égalité des droits. Or, les annonces gouvernementales de conditions d'accueil spéciales pour les réfugiés ukrainiens sont ressenties comme une injustice pour tous les autres bloqués dans une zone de non-droit. Nous connaissons bien cette situation à Vénissieux avec une soixantaine de familles syriennes expulsées plusieurs fois de différents squats.

Comment l'État peut-il aujourd'hui mobiliser des moyens qu'il refusait depuis des années aux associations travaillant pour l'accueil et l'hébergement ? Nous demandons que les moyens exceptionnels mobilisés soient ouverts à tous les réfugiés, et notamment que la préfecture décide d'une action pour les familles syriennes leur donnant accès à un logement et un statut digne.

Pierre-Alain MILLET - Adjoint au Maire



SERVICES PUBLICS

La montée en puissance de nos capacités d'investissement est actée. Le rythme annuel passe à 21 millions d'euros par an jusqu'à la fin du mandat. Dans le cadre de la Dotation Politique de la Ville, nous sollicitons des subventions pour l'extension du groupe scolaire Joliot-Curie, la couverture du terrain Delaune et la clôture du synthétique Delaune, à hauteur de plus d'1,5 million d'euros.

En ce qui concerne la dotation de soutien à l'investissement local, l'accent a été mis sur la rénovation des bâtiments scolaires et la transition énergétique, avec notamment l'adaptation de notre parc automobile aux normes et critères moins polluants.

Enfin, la Métropole a adopté le 24 janvier dernier une nouvelle aide à l'investissement pour les communes de son territoire afin de répondre aux défis écologiques et de rénover les équipements dont ont besoin les habitants. L'extension du groupe scolaire Ernest Renan a été choisie pour l'obtention de cette nouvelle subvention.

Si cette aide à l'investissement ne vient pas combler pour notre commune la perte du contrat triennal avec le département au moment de la création de la Métropole, elle s'inscrit dans une démarche de péréquation plus juste et plus redistributive entre les différents territoires de l'agglomération lyonnaise.

À ce sujet, la Dotation de Solidarité Communautaire, qui intègre enfin les critères sociaux et démographiques entre les communes, va dans le bon sens.

Pour les Vénissiens, ces décisions illustrent les efforts de notre ville en matière d'investissements, corrélés à de nouveaux services publics de proximité à destination de tous les habitants. Nos investissements viennent abonder la maintenance de notre patrimoine, gage d'équipements rénovés et adaptés aux nouveaux besoins de la population. Ils viennent surtout dessiner le proche avenir de notre ville, en constante évolution.

Michèle PICARD - Maire

POINT ACCUEIL ÉCOUTE JEUNES

Les jeunes ont été frappés de plein fouet par la crise sanitaire. Imaginez les murs qui se présentent à eux en matière d'accès à la santé, à un logement, à un stage, à un parcours universitaire, à un premier emploi, à des petits boulots pour assurer le quotidien.

Les premières études montrent un doublement des syndromes dépressifs chez les 15-24 ans. Et le tribut le plus lourd concerne la précarité financière, et alimentaire, la recherche d'emploi et l'accès au logement.

L'heure est à l'action et à l'accompagnement. Je rappelle les objectifs du Point d'Accueil Écoute Jeunes. Il s'agit de prévenir les conduites à risques des adolescents sur le territoire Sud-Est Lyonnais dont Vénissieux. De garantir un accueil dans un espace adapté. D'apporter le soutien, l'information aux familles d'adolescents en difficulté. D'organiser des actions de prévention de santé globale.

De soutenir les professionnels dans l'accompagnement des jeunes et de faciliter les orientations entre les structures.

Ce dispositif s'inscrit dans l'ensemble beaucoup plus large de nos politiques de proximité à l'égard des jeunes vénissiens. EPJ, BIJ, mais aussi Cité Éducative, Cité de l'Emploi, Journée des métiers, création d'un poste de conseiller en insertion professionnelle au sein des services de la ville, « un stage pour chaque collégien », Forum de prévention des addictions, Ateliers Santé Ville, etc.

Les dynamiques sont là et les potentialités de nos territoires indéniables. Que nous manque-t-il ? Un signal fort de l'État, un plan national, ambitieux, à l'égard des quartiers prioritaires de la politique de la ville et d'une jeunesse qui en a bien besoin. C'est ce signal que nous demandons et que nous attendons tous.

Michèle PICARD - Maire

» L'action de ces points d'accueil est primordiale pour les jeunes et leurs familles rencontrant des difficultés concernant la santé : mal être, souffrance, dévalorisation, échec, attitude conflictuelle, difficultés scolaires ou relationnelles, conduites de rupture, violentes ou dépendantes, décrochage social, scolaire.

Nous voyons se multiplier les problèmes de violence dans les collèges et lycées de toute l'agglomération, de Givors à Lyon 5ème et les grèves des personnels pour exiger des moyens pour faire face aux tensions, des grèves qui se multiplient, comme au lycée Sembat.

Le ministre Blanquer peut toujours discourir, la réalité est que ses réformes fragilisent les établissements et leurs personnels et ne permettent plus de trouver des réponses collectives face aux dérives de jeunes et de parents qui apportent la violence de notre société dans l'école.

Nous ressentons ces tensions sociales exacerbées par le confinement puis par la hausse brutale des prix et les inquiétudes de la guerre. Nous savons qu'elles proviennent des inégalités, des injustices, de la précarité qui détruit les liens sociaux et de voisinage, qui met les gens en concurrence les uns contre les autres.

Il y a un grand écart entre la vie vécue par la majorité et une vie médiatique artificielle qui crée l'illusion des loisirs pour tous et nous enferme dans un individualisme forcené entre distractions populistes et guerre permanente. Ce grand écart a un coût psychologique et social terrible.

Comment un adolescent de nos quartiers qui vit ces inégalités et regarde l'image médiatique idéalisée que peut-il s'en sortir ? La vie associative, culturelle, sportive, et tout ce que les communes peuvent organiser représente autant d'opportunités pour construire sa vie malgré les injustices. Mais beaucoup d'ados restent en dehors, parfois enfermés dans un clan, un groupe de quartier, et trop souvent les réseaux des trafics et de l'économie parallèle.

La création d'une classe CHAM au collège Michelet est un exemple de ce qui peut donner à des jeunes Vénissiens l'occasion de construire une vie belle et digne.

Le dernier Comité Stratégique de la Cité Éducative Minguettes Clochettes, sur proposition du maire de Vénissieux, a acté le renforcement de la prévention et de la prise en charge de la santé psychique des jeunes. La Ville de Vénissieux oeuvre pour la convergence entre Cité Éducative et Contrat Local de Santé notamment pour la prévention des addictions associé au Forum Santé.

Si ces points d'écoute sont une bouée de sauvetage pour des centaines de jeunes, ils ont besoin de beaucoup plus de moyens. C'est toute la politique d'éducation et de prévention qui a besoin d'une autre politique nationale, et d'abord de la création de milliers de postes d'enseignants, de psychologue, d'éducatrices.

Véronique FORESTIER - Adjointe au Maire



DÉFENDRE LES DROITS DE TOUS

Le conflit social en cours autour de la mise en œuvre des 1607h à Vénissieux est illustratif des conséquences des politiques gouvernementales de mise en concurrence généralisée, et de divisions des salariés entre eux.

La loi de transformation de la fonction publique a un objectif assumé : supprimer le statut des fonctionnaires et le processus de décision démocratique, considérés comme opposés au monde marchand.

Les sénateurs communistes ont révélé l'affaire Mc-Kinsey, ce dialogue secret entre les experts du privé et le seul exécutif politique pour accélérer les réformes qui visent toutes à privatiser l'espace public.

Pour paraphraser ce que disait Fabien Roussel à Villeurbanne à propos de la fraude fiscale, demander au cabinet McKinsey un conseil sur l'organisation de la fonction publique, c'est comme demander à un vendeur de tabac un conseil sur la santé publique !

La première chose que font ces experts des grands cabinets, c'est d'opposer les salariés entre eux, de toutes les manières possibles. Faire croire à ceux qui veulent travailler au-delà de 60 ans, ou même 65 ans, que c'est justifié pour tout le monde et renvoyer la majorité des métiers pénibles à la perspective de mourir au travail. Pour ceux qui ne le savent pas, l'écart d'espérance de vie entre les plus riches et les plus pauvres est de 10 ans ! Et on pourrait multiplier les exemples de ce qui nous divise entre précaires et statutaires, jeunes et vieux, hommes et femmes, urbains et ruraux... C'est bien sûr le cas entre fonctionnaires et usagers du service public, dont les parents d'élèves. Le gouvernement s'en sert pour généraliser le service minimum, limiter le droit de grève.

Avec les 1607 heures, cette loi a organisé une mise en concurrence des fonctionnaires entre eux, remettant en cause les accords de tous, mais devant reconnaître certaines pénibilités et imposant aux villes de préciser qui perd et qui garde certains acquis.



ECHOS

> Un retour au conseil...

L'élue du Rassemblement national, Mr Monchaud est réapparu au conseil du 4 avril... à quelques jours du premier tour des présidentielles.

Mr Monchaud n'est intervenu que pour justifier sa longue absence...

Sans doute que le soutien apporté par Mr Girard au fasciste Éric Zemmour a remobilisé le RN...

Mais surtout, on apprend dans la presse qu'il sera candidat aux législatives pour la 14ème circonscription...

La démocratie est bien malade quand on peut être élu, disparaître, et revenir pour l'élection suivante...

Nous savons tous que tout cela n'a aucun rapport avec l'efficacité des services publics. Dans de nombreuses communes, cela conduit de fait à une augmentation du temps de travail quotidien de l'ordre d'un quart-d'heure. Ce n'est pas ce qui fera une meilleure écoute, une meilleure réponse au public, un meilleur service public !

C'est pourquoi les élus communistes appellent tous les fonctionnaires, tous les salariés, à donner la priorité de leurs actions à la construction de l'unité de tous, à refuser l'opposition entre ceux qui gardent et ceux qui perdent, à refuser la division qu'organise ce gouvernement des riches, à organiser la défense du service public avec les usagers.

Nous ne pouvons nous enfermer dans des revendications corporatistes, chacun pour soi, par catégorie. C'est ce qu'ils veulent. Nous avons besoin de retrouver la capacité de défendre tous les statuts, ceux des fonctionnaires territoriaux, mais aussi hospitaliers ou de l'État, comme de celui des cheminots et traminois, et toutes les conventions collectives des salariés dans un objectif, construire des droits nouveaux pour tous.

Pierre-Alain MILLET - Adjoint au Maire

